

Combattre les injonctions qui dénaturent les métiers.

Avec presque 8000 répondant-es, l'enquête métier du SNES-FSU en 2019 a confirmé des phénomènes perceptibles dans de nombreux témoignages de terrain: accroissement de la charge et du temps de travail, débordement, insatisfaction et dépossession du métier. Autant de difficultés vécues par de nombreux collègues enseignant-es, enseignants, Psy-EN et CPE.

Dans d'autres milieux de travail, touchés avant nous par l'intensification, le culte de la performance à bas coût et le nouveau management, des chercheuses et chercheurs ont étudié les processus à l'œuvre, leurs effets sur les personnes, les causes des dysfonctionnements et des atteintes à la santé. Des pistes de résistances, déjà exploitées localement, peuvent en être dégagées en complément des indispensables revendications pour l'amélioration des conditions de travail. Toutes les formes de réappropriation du temps confisqué par la hiérarchie (chefs d'établissement, IPR, ...) est une de ces pistes : refuser les tâches annexes chronophages qui gênent l'exercice du cœur de métier, maîtriser les temps de concertation... Maintenir les collectifs, dont les collectifs syndicaux, en est une autre. Ces derniers s'interposent entre les individus et les prescriptions et permettent une réélaboration commune mais diversifiée des règles imposées. Instaurer un débat sur les critères de qualité du travail est aussi important, car ils ne peuvent être à la seule main d'une hiérarchie de plus en plus coupée du terrain et trop soumise à des objectifs économiques ou politiques de court terme. Les travailleurs et travailleuses de terrain ont une légitimité à débattre des critères de qualité et des objectifs de leur travail quotidien. Conserver cette légitimité, leur permet de maintenir une activité quotidienne dont ils peuvent tirer satisfaction, et ce malgré la pluie d'injonctions qui épuise celles et ceux qui tentent d'y obéir.

Depuis 2019, se sont ajoutés trois années d'«action» de notre ministre marquées par l'instabilité chronique de la réforme du lycée, le développement du numérique comme outil de pression, la crise sanitaire, les attaques renouvelées contre le service public d'orientation, la « continuité pédagogique » fourre-tout... A certains endroits, des équipes ou des collectifs informels, syndicaux ou non, ont pu aider leurs membres à défendre l'utilisation de leur temps et ce qu'ils estimaient être un travail de qualité avec du sens. Ces professionnel-les vont alors mieux que là où d'autres tentaient de satisfaire, dans l'isolement ou même la concurrence, une organisation du travail chaotique et toujours plus exigeante.

Les pistes évoquées contribuent, avec les actions et luttes de grande ampleur, à défendre sur le terrain un service public national d'enseignement et d'éducation de qualité dans lequel les personnels pourraient se reconnaître et qui redonnerait ou maintiendrait du sens à leur travail quotidien.

Yannick Lefebvre, secrétaire national métier.

Angéline Vaillon, membre du secrétariat académique du SNES Reims en charge des questions métier.

Catherine Dudes, membre du secrétariat académique du SNES Bordeaux en charge des questions métier.